



AGRESSIONS à FRANCE TRAVAIL

LA DIRECTION PLEINEMENT RESPONSABLE

Des collègues de l'Agence du Gosier sont prises pour cible sur les réseaux sociaux dans le cadre de leurs fonctions. NOUS SOMMES TOUS CONCERNES !

L'UGTG refuse et dénonce les actes de violence envers les agents de France Travail, qui n'ont pas à assumer ni à subir les conséquences des politiques et autres dispositifs mis en place par France Travail contre les usagers, et notamment ceux qui sont privés d'emploi. L'UGTG exhorte le personnel à l'unité et à la plus grande solidarité.

Depuis quelques années, les politiques publiques ne cessent de restreindre les droits des chômeurs et des bénéficiaires du RSA. Les attaques contre les précaires et les minima sociaux s'intensifient. C'est ainsi que la direction régionale de France Travail s'est lancée dans une traque aux Allocataires de l'Assurance chômage à travers un plan de recouvrement. Ce procédé consiste à *mofwazé* les agents France Travail chargés de l'Indemnisation en de véritables agents de recouvrement. Associé à un indicateur de performance, il leur est demandé, tous les lundis, de recouvrer des « trop perçus » parfois anciens pour atteindre la cible régionale ; et qu'importe les données sociales et économiques ; qu'importe la situation des chômeurs ; et qu'importe l'origine du trop-perçu. Depuis ce plan d'action, la colère des usagers augmente. Celle-ci se traduit par des signalements répétés des agents et des syndicats, toujours ignorés par une direction sourde.

Et c'est la même chose avec les bénéficiaires du RSA, dans le cadre de cette fameuse loi plein emploi, totalement inefficace et inadaptée à nos territoires, et qui n'a de plein emploi que le nom.

A cette farouche politique répressive, s'adosse un manque flagrant d'ambition en matière de partenariat économique avec les entreprises sur le recueil des offres d'emploi et le recrutement mais également une absence de vision stratégique sur la formation et l'accompagnement social des chômeurs. D'ailleurs, le premier opérateur de formation en Guadeloupe est aujourd'hui le service militaire, **AY KONPRANN !**

VOILA DONC LE TABLEAU : Pas de partenariat sur le recueil d'offres d'emploi et le recrutement ; pas d'offres de formation suffisantes et adaptées ; pas d'appui social conséquent, pour permettre aux chômeurs et bénéficiaires du RSA d'accéder à l'emploi ou à la formation, ... MAIS MAINS BASSES SUR LES ALLOCATIONS.

C'est un cocktail explosif connu par tous les décideurs (Préfet, Département, Région, Parlementaires, Maires, etc ...) et singulièrement par la Direction de France Travail.

**Mais à bien regarder, la multiplication des agressions, ne serait-ce pas l'objectif recherché par France Travail, qui reporte sa responsabilité sur les agents ? Et cela dans le but de légitimer sa nouvelle agence sécurisée qui doit être inaugurée en grande pompe par le Directeur Général à la fin du mois de Mars et *an menmditan* donner l'illusion aux agents qu'elle s'inquiète de leur santé et de leurs conditions de travail !
NOU PA LWEN !**

La recrudescence d'actes d'incivilité crée, à juste titre, un légitime sentiment de peur, d'anxiété, auprès des agents qui se retrouvent trop souvent « désarmés », sans réponse concrète, face aux demandes des usagers. Cela pousse moult agents à se protéger en tentant de se soustraire de cet « enfer » notamment par la voie médicale, les changements d'affectation, etc..., mais aussi en réclamant, de façon tout à fait légitime, plus de sécurité sur le lieu de travail.

La première des réponses à cette insécurité ambiante est le renforcement des outils et des moyens à la main des conseillers pour répondre aux préoccupations des usagers, et l'arrêt des politiques injustes contre les droits des chômeurs. Ce sont aussi les partenariats avec les organismes chargés d'accompagner certains publics qui ne relèvent pas de la recherche d'emploi.

France Travail joue à la sourde oreille et s'entête dans une dérive sécuritaire. Et cela pour masquer la dislocation du service public pour l'emploi, le démantèlement de notre métier, la dilution des compétences par son plan « EFFICIENCE et l'Intelligence Artificielle » mais aussi l'absence des moyens financiers, logistiques, opérationnels, etc... pour répondre valablement aux besoins des usagers.

L'UGTG réaffirme que les choix politiques de France Travail, les mesures et autres dispositifs appliqués en Guadeloupe sont inefficaces et inadaptés et sont donc sources de violence. La Guadeloupe c'est :

- 30% de la population active au chômage ;
- 60% des jeunes de moins de 25 ans sans emploi ;
- 1800 jeunes qui quittent l'école chaque année sans qualification ;
- 30 % de la population frappée d'illettrisme ou d'analphabétisme ;
- 34% de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté ;
- 45 000 allocataires du RSA (70 000 en comptant les ayant droits) ;

Camarades, Collègues, Refusons cette dérive :

- Où les exercices anti-intrusions seraient légion, où les formations "comment déposer plainte à la gendarmerie ?" et "quel est le rôle d'un agent de sécurité au sein d'une agence ?" seraient les plus demandées,

- Où les consignes données aux agents seraient d'enregistrer l'appel téléphonique des usagers ou d'appeler le 15, le 17 ou la gendarmerie, d'appuyer sur un bouton « AU SECOURS » au lieu de mettre en place les outils nécessaires à la formation, à l'accompagnement social ou à l'insertion durable des chômeurs.

SA NOU BIZWEN SÉ FOWMASYON, PLIS KONSÉYÉ É POLITIK KI CHOUKÉ ADAN REALITÉ AN NOU POU NOU RÉDÉ PÈP AN NOU TOUVÉ ON BON TRAVAY !

L'UGTG RÉAFFIRME que la réponse face à la montée de la colère des usagers ne peut pas et ne doit pas être d'ordre uniquement martial mais correspondre à la mise en place d'une vraie politique basée sur des moyens humains, opérationnels, financiers etc... à la hauteur des besoins qu'exigent l'accompagnement, l'orientation, la formation, l'insertion, l'indemnisation des chômeurs (formation, personnel, financement, prestations, accueil, etc...).

C'est en ce sens que nous **EXIGEONS**, plus que jamais, l'ouverture des négociations au titre de l'article 40/50 des statuts et de la convention collective relative à la mise en œuvre d'un véritable Service Public de l'Emploi, de la Formation, de l'Orientation et de l'Insertion au service des Demandeurs d'Emploi et des agents de France Travail.

TOUS EN GREVE

POUR LA VENUE DU DIRECTEUR GENERAL

TOUS A LA REUNION D'INFORMATION à 11H00

VENDREDI 20 MARS SALLE Georges TARER à POINTE à PITRE

**NON AU FAUX ACCORD SUR LA GESTION DES EMPLOIS
et des PARCOURS PROFESSIONNELS.**

AGENTS FRANCE TRAVAIL DOUBOUT !